

## Territoires Arabes Occupés

# Pour les Palestiniens, les perspectives d'emplois s'assombrissent et Gaza devient une «poudrière», selon l'OIT

Le rapport annuel de l'OIT sur la situation des travailleurs dans les territoires arabes occupés appelle à une reprise des négociations et une levée des restrictions pour améliorer la situation des travailleurs et des entrepreneurs palestiniens.

Actualité | 23 mai 2014

GENÈVE (OIT Info) – Le taux de croissance palestinien a de nouveau reculé au cours des douze derniers mois et le chômage a continué de progresser en Cisjordanie et à Gaza, constate le rapport annuel de l'Organisation internationale du Travail (OIT) intitulé [La situation des travailleurs des territoires arabes occupés](#).

A Gaza, la situation est dramatique en raison du blocus qui a paralysé l'essentiel de l'activité économique et abouti à un taux de dépendance de 80 pour cent vis-à-vis de l'aide humanitaire.

Le rapport soumis à la [Conférence internationale du Travail](#) détaille les multiples restrictions à l'activité économique qui découlent de l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Il rappelle que les pourparlers de paix sous l'égide des Etats-Unis devaient couvrir les questions politiques, sécuritaires et économiques.

Sans avancée, l'économie palestinienne continue de subir la contrainte d'une multitude de restrictions et «si elles ne sont pas levées, aucune amélioration durable de la situation des travailleurs et entrepreneurs palestiniens n'est possible».

### Risque d'exploitation

---

Le rapport de l'OIT relève un risque croissant d'exploitation des travailleurs palestiniens par des intermédiaires ou des employeurs peu scrupuleux en Israël et dans les colonies. Le nombre de Palestiniens qui travaillent dans la sphère économique israélienne a augmenté de 19,6 pour cent.

Comme cela dépasse le nombre des permis de travail délivrés en 2013, de plus en plus de Palestiniens travaillent en dehors du système de permis réglementé, et sont donc moins bien protégés contre les pratiques abusives en matière d'emploi.

Entre 2012 et 2013, le nombre total de chômeurs a augmenté de 5,6 pour cent, passant de 256 000 en 2012 à 270 000 en 2013 en Cisjordanie et à Gaza.

Les jeunes demandeurs d'emploi sont confrontés à un défi plus grand encore puisque le taux de chômage des jeunes atteignait presque 40 pour cent en 2013. Le taux de chômage des jeunes hommes était de 36,9 pour cent tandis qu'il était beaucoup plus élevé chez les jeunes femmes, à 64,7 pour cent.

## «Une poudrière» à Gaza

---

[Les auteurs du] rapport qualifient la situation de Gaza de «poudrière où une simple étincelle pourrait enflammer un brasier extrêmement difficile à maîtriser».

Le rapport demande que des mesures urgentes soient prises pour autoriser la circulation des personnes et des marchandises en vue d'acheminer des secours dans cette zone où «quatre cinquièmes de la population dépendent de l'aide humanitaire et où l'activité économique est paralysée; parvenir au travail décent devient alors un rêve de plus en plus inaccessible».

A Gaza, près d'un tiers (32,5 pour cent) des travailleurs étaient privés d'emploi en 2013. Ce taux de chômage a augmenté pour s'établir à 51,8 pour les jeunes hommes et, chiffre inouï, à 86,3 pour les jeunes femmes, âgées de 15 à 24 ans. Selon le rapport, le faible taux de participation des femmes au marché de l'emploi et aux instances de décision «demeure une source de préoccupation».

Le rapport relève le pessimisme découlant de l'absence de résultats dans cette dernière phase du processus de paix.

Plutôt que d'obtenir une percée, ce processus est désormais menacé d'échec et une nouvelle détérioration de la situation des travailleurs palestiniens et de l'économie est à craindre. Pendant les mois de négociations, les implantations de colonies se sont multipliées, les violences relatives aux implantations se sont intensifiées et les promesses de développement économique sont restées lettre morte.

## Croissance entravée

---

Dans ces circonstances, indique le rapport, la croissance n'est pas d'actualité en raison du manque d'accès de la population palestinienne aux ressources, notamment à la terre et à l'eau. Des obstacles majeurs à la libre circulation des marchandises et des services et à l'investissement du secteur privé aggravent cette situation. «Si l'occupation non seulement se poursuit mais s'étend au travers des colonies ... la perspective d'un Etat palestinien souverain exerçant pleinement son contrôle sur l'activité économique, l'emploi et la politique sociale, et sur les droits les plus fondamentaux de ses citoyens, se trouvera sérieusement compromise», conclut le rapport.

Dans la préface du rapport, le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder, affirme que «l'OIT est plus déterminée que jamais à soutenir l'instauration d'un Etat palestinien souverain, doté d'une véritable dimension sociale».

Les conclusions du rapport s'appuient sur les entretiens approfondis menés par la mission qui a effectué plusieurs visites sur le terrain, dans les territoires arabes occupés et en Israël, en mars de cette année. Depuis 1980, le Directeur général a reçu pour mandat de présenter un rapport annuel à la Conférence internationale du Travail sur la situation des travailleurs dans les territoires arabes occupés, y compris le Golan syrien occupé.